

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 47 (1997)

Heft: 1

Artikel: Regards suisses sur la guerre civile d'Espagne (1936-1996) : traumatisme, refoulement et éveil de la curiosité

Autor: Batou, Jean / Prezioso, Stéphanie / Rapin, Ami-Jacques

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-81173>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Regards suisses sur la guerre civile d'Espagne (1936–1996)

*Traumatisme, refoulement et éveil de la curiosité*¹

Jean Batou, Stéfanie Prezioso, Ami-Jacques Rapin

Zusammenfassung

Der Spanische Bürgerkrieg und seine Rückwirkung auf die Schweiz nehmen eine zentrale Stellung in den wichtigsten Kontroversen der schweizerischen Zeitgeschichte ein. Dieser Aufsatz beschränkt sich nicht auf eine Bestandesaufnahme der beschränkten Zahl von Arbeiten. Die einzelnen Studien werden in den jeweiligen historischen Kontext gestellt. Wegen seiner traumatischen Qualität wurde der Vorgang während längerer Zeit verdrängt. Erst Ende der sechziger und insbesondere Mitte der siebziger Jahre wurde im Zuge der wichtig gewordenen Pflege der Geschichte der Arbeiterbewegung eine intensivere und freiere Auseinandersetzung mit dem Thema möglich.

La guerre d'Espagne est sans doute la crise internationale qui, si l'on excepte les deux guerres mondiales, aura déployé les effets les plus profonds sur la société et la vie politique suisses de la première moitié du vingtième siècle. Sur le plan intérieur, le conflit espagnol entraîne une véritable polarisation des forces sociales et politiques. De la part des autorités, il marque également une nette volonté de contrôle et de répression du mouvement ouvrier qui se manifeste par une inégalité de traitement envers les partisans respectifs des deux camps. Sur le plan international, la politique de neutralité du Conseil fédéral ne dissimule qu'imparfaitement son inclinaison pour le parti franquiste. L'orientation diplomatique de Giuseppe Motta avait déjà vivement été remise en cause par la gauche, quelques mois plus

¹ Nous remercions Mauro Cerutti, Jean-Claude Favez, Sébastien Guex, Daniel Haener, Peter Huber, Brigitte Studer, Helena Torico, Antonio Toro y Toro et Albert Utiger. Leur connaissance du sujet a été fortement mise à contribution et ils nous ont fourni de précieuses indications bibliographiques.

tôt, lors de la crise éthiopienne. Ces critiques redoublent à l'occasion du conflit espagnol. De fait, le ralliement du PSS au principe de la défense nationale n'a pas contribué à combler la distance qui sépare de larges secteurs de la population, en particulier les milieux ouvriers, du Conseil fédéral et des classes dirigeantes helvétiques en matière de politique étrangère.

Ces différents facteurs inscrivent le conflit espagnol au cœur des antagonismes et des ambiguïtés qui traversent la société suisse tout au long de la période. Le regard porté sur ces événements sera tributaire de la capacité des acteurs, des observateurs, mais aussi des chercheurs, à pleinement saisir l'impact de la guerre d'Espagne sur la Suisse. Après le traumatisme initial causé par le conflit, qui suscite des prises de position violemment opposées, l'historiographie opère un travail de refoulement presque complet. Incapable de prendre la moindre distance par rapport aux explications officielles, elle ne sait plus comment justifier l'attitude de la Suisse d'avant-guerre dans un monde profondément transformé par la victoire totale des alliés anglo-saxons et de l'Union soviétique. Dans l'après-guerre, c'est ainsi l'amnésie qui domine et ceci pour au moins deux décennies. À l'exception de la trentaine de pages, parues en 1967 dans la volumineuse étude d'Edgar Bonjour sur la neutralité suisse, l'éveil de la curiosité devra attendre les années septante. Parti du mouvement ouvrier et des milieux étudiants, cet effort de recherche n'a pas encore réussi à susciter l'intérêt qu'il mérite parmi les professionnels de l'histoire nationale. Cette contribution appelle à un changement de perspective

1. Le traumatisme

Au moment du déclenchement de la guerre civile, d'importants investissements de même que les biens et la sécurité personnelle d'une partie des ressortissants helvétiques paraissent brutalement menacés. La diplomatie fédérale est donc largement dictée par la volonté de protéger au mieux ces intérêts considérables. Certes, les sympathies politiques officielles vont d'abord aux militaires insurgés, comme l'attestent clairement les documents diplomatiques récemment publiés². Par excès de zèle, en date du 9 avril 1937, l'Administration des postes va même jusqu'à ordonner la confiscation de dix-huit quotidiens républicains espagnols, dont *La Van-*

2 L'examen des volumes 11 (1934–1936), 12 (1937–1938) et 13 (1939–1940) des *Documents Diplomatiques Suisses*, publiés entre 1989 et 1994, ne laisse subsister aucun doute sur le parti pris des autorités fédérales: Mauro Cerutti, Jean-Claude Favez et Michèle Fleury-Seemüller (éds.): *Documents Diplomatiques Suisses*, vol. 11 (1934–1936), Berne, 1989; Oscar Gauye, Gabriel Imboden et Daniel Bourgeois (éds.): *Documents Diplomatiques Suisses*, vol. 12 (1937–1938), Berne, 1994; Jean François Bergier et André Jaeggi (éds.) avec la collaboration de Marc Perrenoud: *Documents Diplomatiques Suisses*, vol. 13 (1939–1940), Berne, 1991.

guardia de Barcelone, alors qu'aucun journal franquiste ne fait l'objet de mesures analogues³. Pourtant, le fait que l'écrasante majorité des avoirs suisses soient situés en zone républicaine, alors que le sort des armes reste longtemps indécis, incite la Confédération à une certaine prudence à l'égard de «l'Espagne rouge», avec laquelle il va falloir négocier pied à pied⁴. Par ailleurs, l'affirmation d'une stricte neutralité ne vise pas seulement à défendre au mieux les intérêts helvétiques en Espagne ou à faire balance égale entre l'axe Rome–Berlin, d'une part, et les puissances démocratiques, de l'autre, tout en s'abstenant de participer à l'accord de non-intervention pour ne pas avoir à en garantir l'application ou à en juger les contrevenants. Elle permet aussi de justifier la censure tatillonne et les sanctions décidées contre toute forme de solidarité agissante, notamment en faveur du camp républicain, qui s'inscrivent aussi dans une volonté plus large de contrôle et de répression accrue du mouvement ouvrier, en particulier de son aile gauche, ainsi que de l'immigration antifasciste.

Après la Première Guerre mondiale, l'Espagne connaît une croissance économique extrêmement rapide qui l'érige en *Nouveau Pays Industrialisé* des années trente. Voilà pour la Suisse un partenaire et un client particulièrement intéressants. L'industrie des machines (générateurs et locomotives), la chimie (pharmacie, colorants et parfums) et l'horlogerie arrivent en tête des exportations⁵. On notera aussi la forte présence de capitaux helvétiques dans les mines, les chemins de fer, l'alimentation, la chimie, le textile, la banque et les assurances⁶. Peut-on évaluer grossièrement l'importance des intérêts suisses en Espagne à la veille de la guerre civile? A ce propos, une enquête non exhaustive du Vorort et de l'Association Suisse des Banquiers estime la valeur des investissements helvétiques (actions et obligations, créances et participations à des sociétés) à 70 millions de francs⁷. D. Haener a suggéré depuis la possibilité d'un montant global beaucoup plus élevé: 320

3 Protestation de la Légation d'Espagne à Berne à la Division des Affaires étrangères du Département politique du 20 avril 1937 (DDS, vol. 12, p. 141).

4 En dépit des efforts déployés par les gouvernements espagnols successifs de Giral, Largo Caballero ou Negrín, soutenus en cela, et souvent précédés, par le Parti communiste espagnol et la diplomatie soviétique, pour sauvegarder les formes, puis réaffirmer le droit et reconstruire les institutions d'une République démocratique bourgeoise, la Suisse officielle et la presse évoquent plus volontiers «l'Espagne rouge» ou «les Rouges» que la République ou le camp républicain.

5 B. Sánchez Fernández: *Proteccionismo y liberalismo: las relaciones comerciales entre Suiza y España: 1869–1935*, Francfort, 1996.

6 *La Compañía Hispano-Americana de Electricidad (CHADE)* est une société de financement de la branche électrique au capital actions de 260 millions de pesetas-or. Dans son conseil d'administration siègent les vice-président et directeur général du Crédit Suisse, ainsi que plusieurs représentants notables d'*Elektrobank* et de *Brown Boveri (S.Z. am Sonntag)*, cité par D. Haener: *Die Anerkennung der Franco-Regierung durch die Schweiz im Spanischen Bürgerkrieg*, mémoire de licence, Bâle, 1982, p. 35).

7 «Enquête sur les créances financières suisses en Espagne effectuée en juin 1936 par l'Association Suisse des Banquiers et l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie» (DDS, vol. 11, pp. 744–748).

millions, soit 16% des capitaux étrangers placés en Espagne⁸. Selon une estimation d'avril 1937 du consul de Suisse à Barcelone, 65% des investissements helvétiques sont concentrés en Catalogne⁹. A la veille de la guerre civile, dans le sillage de cette imposante présence économique, la colonie suisse compte quelque 4000 individus, surtout en Catalogne et à Madrid. La moitié d'entre eux cherchera refuge en Suisse dès le début des hostilités, fuyant presque exclusivement la zone républicaine, les mesures de collectivisation et la violence révolutionnaire¹⁰.

Face au conflit espagnol, la diplomatie fédérale vise à affirmer la stricte neutralité helvétique. Il faut avant tout s'abstenir de tout geste de nature à compromettre les intérêts des sociétés et ressortissants suisses. Ceux-ci font l'objet d'un inventaire minutieux: rarement l'Etat ne s'était autorisé à pénétrer si loin dans les arcanes de l'économie privée¹¹. Afin de traiter les litiges qui se multiplient, de nouveaux agents diplomatiques sont accrédités dans plusieurs régions sensibles qui tombent les unes après les autres aux mains des nationalistes. Les directeurs de Suchard, à San Sebastian, et de Nestlé, à Torrelavega (Santander), assument ainsi une responsabilité consulaire¹². Parallèlement, au début de l'année 1937, le gouvernement nationaliste obtient l'accréditation d'un représentant officiel à Berne, Bernabé Toca, dont le pendant à Burgos n'est autre que le délégué de l'*Office Suisse d'Expansion Commerciale*, Paul Brand. En mai 1938, c'est un véritable diplomate, E. Broye, qui est chargé de défendre – encore officieusement – les intérêts de la Suisse à Burgos. Le 14 février 1939, la Suisse est le premier Etat démocratique à reconnaître l'Espagne de Franco et à rompre toute relation diplomatique avec la République, chargeant la France d'y défendre ses intérêts, un mois et demi avant la chute de Madrid et la fin du conflit. Cette mise au point se fait de façon unilatérale: tandis qu'en avril 1939, la SBS accorde un crédit important au gouvernement militaire triomphant, les autorités fédérales refusent l'asile politique aux exilés espagnols, seraient-ils même pris en charge par des organisations humanitaires.

8 Daniel Haener: *Die Anerkennung...*, op. cit., p. 36.

9 Voir la note du 20 avril 1937 d'A. Gonzenbach, consul de Suisse à Barcelone (*DDS*, vol. 12, p. 142).

10 Voir notamment la notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique du 24 septembre 1936 (*DDS*, vol. 11, pp. 857–861), ainsi que le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 3 août 1937 (*DDS*, vol. 12, pp. 222–228). Voir aussi Edgar Bonjour: *Geschichte der Schweizerischen Neutralität*, vol. 3, Bâle, 1967, pp. 211–212.

11 L'enquête ordonnée par le Département politique sur les intérêts suisses en Espagne de 1936 représente une impressionnante radiographie de la présence économique suisse dans ce pays. Cet important fonds d'archives n'a pas fait jusqu'ici l'objet d'une étude systématique (*AF Département politique*: E 2001 (C)4, vol. 167).

12 Notice de la Division des Affaires étrangères au Département politique du 24 septembre 1936 in *DDS*, vol. 11, pp. 857–860.

Sur le plan international, la Suisse tient à faire savoir qu'elle observera la plus complète neutralité. La position de non-intervention inspirée par l'Angleterre, proposée par la France, et à laquelle vont se rallier hypocritement l'Allemagne et l'Italie, facilite la tâche de la diplomatie helvétique: son attitude ne sera pas en porte-à-faux par rapport à celles des grandes puissances voisines. Après quelques hésitations¹³, le Conseil fédéral s'abstiendra pourtant d'y souscrire afin d'éviter toute contribution éventuelle à sa mise en œuvre ou au contrôle de son application. En cette période de réarmement, les cercles militaires n'entendent pas perdre cette occasion d'observer le déroulement d'un conflit sur le terrain. Le non-engagement proclamé haut et fort n'empêche pas l'armée de s'intéresser de près au théâtre d'opération espagnol, seulement d'ailleurs du côté des insurgés¹⁴. On signalera notamment les trois missions militaires en zone rebelle des colonels Lang, Constam et de Diesbach, qui feront l'objet d'un rapport de synthèse, les articles d'Ernst Herzig et d'Emil Haas dans le *Schweizer Soldat*, ainsi que les articles d'Eddy Bauer publiés dans la *Revue militaire suisse*¹⁵.

Sur le plan intérieur, les 14 et 25 août 1936, le Conseil fédéral a pris une série d'arrêtés visant à empêcher les exportations d'armes et toute autre forme d'action partisane, d'aide ou de propagande en faveur de l'un des belligérants¹⁶. Le 1^{er} septembre, l'organe socialiste genevois *Le Travail* note que «l'interdiction des assemblées publiques en faveur du peuple espagnol n'a absolument rien à voir avec le respect de la neutralité suisse»¹⁷. En novembre, c'est l'Agence télégraphique et la Radio suisses qui sont sommées par les autorités fédérales de remplacer le qualificatif «insurgé» par celui de «nationaliste» lors de toute référence au camp franquiste¹⁸. En réalité, nous ne sommes pas loin de cette conception «totalitaire» de la

13 Proposition du chef du Département politique, G. Motta, au Conseil fédéral du 11 août 1936 (DDS, vol. 11, pp. 803–806).

14 «Ein Jahr Spanischer Bürgerkrieg» synthétise les observations des trois missions militaires (AF, E 27/9637). Les articles d'Eddy Bauer ont été réédités dans un recueil intitulé *Impressions et expériences de la Guerre d'Espagne*, Lausanne, 1938. Pour une mise au point récente, voir A. Fleury: «Enseignements de la guerre civile espagnole selon les observateurs militaires suisses», Centre d'Histoire et de Prospective Militaire, Actes du Symposium 1983, Lausanne, 1983, pp. 61–78.

15 E. O. H. (Ernst Herzig): «Aufbau und Organisation der spanischrepublikanischen Armee», *Schweizer Soldat*, 1938/1939; Emil Haas: «Beobachtungen im spanischen Bürgerkrieg», *Schweizer Soldat*, 1937/1938; Id.: «Beobachtungen im spanischen Bürgerkrieg», *Schweizer Soldat*, 1938/1939; Eddy Bauer: *Impressions et expériences de la guerre d'Espagne*, Lausanne, 1938; Id.: *Rouge et or. Chroniques de la «reconquête» espagnole 1937–1938*, Neuchâtel/Paris, 1938.

16 Procès-verbaux des séances du Conseil fédéral des 14 et 25 août 1936 (DDS, vol. 11, pp. 811–813 et 821–823). Eduard Schrämli: *Unerlaubter Eintritt in fremden Militärdienst und Werbung für fremden Militärdienst nach schweizerischem Recht*, thèse de doctorat, Zurich, 1941, pp. 117–127.

17 Cité par Alex Spielmann: *L'aventure socialiste genevoise, 1930–1936*, Lausanne, 1981, p. 689.

18 L'adjoint au chef de la division des Affaires étrangères du Département politique, H. Frölicher, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, Berne, 3 novembre 1936 (DDS, vol. 11, pp. 902–903).

neutralité que le gouvernement fasciste réclame de la Suisse, réfutée pourtant par Giuseppe Motta dans une lettre du 14 août 1936 au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger¹⁹. Mais pourquoi donc une telle pression? Sans doute, parce qu'avec une partie de ces mesures, les autorités entreprennent de censurer la gauche et les milieux de l'immigration antifasciste²⁰. Cette politique est en harmonie avec une série de prescriptions antidémocratiques qui, de 1936 à 1941, visent notamment à restreindre la liberté d'action du mouvement ouvrier²¹. On sait qu'elle débouchera sur des mesures de répression systématiques, dont les poursuites engagées contre les leaders du mouvement de solidarité, comme l'écrivain Hans Mühlestein ou l'avocat Vladimir Rosenbaum²², constituent des exemples fameux, sans parler des procès et condamnations des combattants des Brigades internationales devant les tribunaux militaires.

La révolution et la guerre d'Espagne constituent, nous l'avons vu, un enjeu de taille pour les milieux économiques, la diplomatie et les responsables de la police helvétiques. En même temps, elles représentent un abcès de fixation majeur des passions, des conflits et des craintes qui traversent la société civile. En écho aux soucis des autorités, les partis bourgeois et les milieux conservateurs donnent de la voix. La grande presse d'opinion se fait l'interprète de leurs préoccupations, tandis que les cercles patronaux les plus intéressés par la crise espagnole coopèrent étroitement avec le pouvoir politique. En revanche, l'extrême-droite traditionaliste mobilise ses propres réseaux afin d'influencer la droite plus modérée et l'opinion publique en général. Au cœur de ce dispositif de propagande, on retrouve l'*Entente Internationale contre la Troisième Internationale* de Théodore Aubert et Georges Lodyginsky à Genève²³, le *Schweizerischer*

19 Le chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, Berne, 14 août 1936 (*DDS*, vol. 11, pp. 814–815).

20 Dans un communiqué daté du 25 août, le Conseil fédéral relève ce qui suit: «Dans une assemblée de protestation socialo-communiste tenue à Genève, on a même vu le président du Conseil d'Etat et chef du Département cantonal de justice et police [le socialiste Léon Nicole] inciter le public à enfreindre l'arrêté du Conseil fédéral. Pour ces motifs, le Conseil fédéral s'est vu obligé de prendre un nouvel arrêté...» (*Journal de Genève*, 26 août 1936).

21 Dès novembre 1936, des dispositions sont prises «contre les menées communistes»: la propagande et les assemblées font l'objet d'une surveillance systématique, voire de mesures d'interdictions (E. Bonjour: *Geschichte...*, op. cit., p. 208). Rappelons que le parti est déclaré illégal à Neuchâtel, Vaud et Genève en 1937–38, puis dans l'ensemble de la Suisse en 1940. Voir aussi B. Studer: *Un parti sous influence. Le parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931–1939*, Lausanne, 1994, pp. 482–483.

22 B. Studer: *Un parti...*, op. cit., pp. 504–507; sur l'activité de Hans Mühlestein et de Vladimir Rosenbaum durant le conflit espagnol voir respectivement, Robert Kuster: *Hans Mühlestein. Beiträge zu seiner Biographie und zum Roman «Aurora»*, Zurich, 1984, pp. 35–59; P. Kamber: *Geschichte zweier Leben – Wladimir Rosenbaum & Aline Valangin*, Zurich, 1990, pp. 201–224.

23 On sait aussi que le Bulletin de *L'Entente Internationale contre la Troisième Internationale* a été un élément important dans la formation de la pensée politique du général Franco (P. Preston: *Franco. A Biography*, Londres, 1993, p. 65).

Vaterländischer Verband (SVV) du colonel divisionnaire Eugen Bircher, fondateur des gardes civiques en 1918, l'*Action contre le Communisme* de l'ancien conseiller fédéral fribourgeois Jean-Marie Musy, qui offrira à Franco le film «la Peste Rouge»²⁴, ainsi que la *Schweizerische Mittel-presse*, agence de presse animée par Samuel Haas, initiateur et dirigeant du *Bund für Volk und Heimat*. Point de rencontre de ces milieux, le *Redressement National* est fondé en 1936 par S. Haas, J.-M. Musy, E. Bircher et Th. Aubert. Rappelons aussi que 30 à 40 Suisses, en partie issus des milieux frontistes, se battent en Espagne du côté des militaires factieux²⁵.

A l'autre pôle de la société, c'est sans doute au sein du mouvement ouvrier que les événements d'Espagne vont susciter les passions les plus fortes, à un moment où la crédibilité du système économique libéral, des institutions et de la politique bourgeoises a été entamée, certes de façon limitée, par les conséquences durables de la Grande dépression²⁶. Si elle emprunte parfois le langage de la «tradition démocratique helvétique» héritée du XIX^e siècle, la mobilisation en faveur des combattants espagnols repose plus profondément sur un sentiment de classe, ce qui explique sans doute cette sympathie profonde pour une révolution en marche, ainsi que pour sa lutte armée contre le fascisme. La politique et la propagande de l'Internationale Communiste et de ses sections visant à réduire la guerre d'Espagne à une opposition entre démocratie et fascisme, entre légitimité républicaine et soulèvement militaire, ne modifient guère la perception immédiate des événements, même si elles contribuent à influencer leur cours et, par la suite, à en modeler la mémoire²⁷. Ceci explique sans doute le nombre élevé de volontaires suisses d'origine ouvrière qui prendront le chemin des Brigades internationales, en dépit de dispositions légales et de mesures policières dissuasives, sans parler des graves périls encourus au front. Avec quelque 800 combattants, ils représentent sans doute l'un des principaux contingents nationaux rapporté à la population du pays²⁸. A l'arrière, la solidarité politique et matérielle s'organise aussi. A la fin de 1938, le leader

24 R. Cosandey: «Cinéma politique suisse 1930–1938: un coin du puzzle à droite», *Etudes et Sources*, N° 20, 1994, pp. 143–218.

25 Urs Rauber: «Abenteurer, Frontisten, Sozialdesperados. Urs Rauber über Schweizer Freiwillige im Dienste General Francos 1936–1939», *Tages Anzeiger Magazin*, N° 40, 1987, pp. 18–26.

26 Le fait que l'*initiative de crise* du PSS et de l'USS ait remporté 43% des suffrages en juin 1935 montre l'audience croissante des solutions économiques de type «planiste» auprès de larges secteurs sociaux.

27 Sur le rôle du Komintern et du PCE durant la guerre civile espagnole, voir entre autres, Burnett Bolloten: *The Spanish Civil War: Revolution and Counterrevolution*, Chapel Hill, 1991; Pierre Broué: *Staline et la révolution: le cas espagnol (1936–1939)*, Paris, 1993.

28 Pour une présentation synthétique de la solidarité suisse du point de vue soviétique, voir: Academia de Ciencias de la URSS, Comité Sovietico de Veteranos de Guerra, *La solidaridad de los pueblos con la Republica española*, Moscou, chap. «Suiza», 1974, pp. 322–334. Sur l'appareil suisse des filières de passage, voir B. Studer: *Un parti...*, op. cit., pp. 488–499.

socialiste genevois Léon Nicole estime ainsi l'aide populaire suisse au «camp républicain» à quelque 100 000 francs par mois, tandis que le Dr Hans von Fischer évoque un chiffre trois fois supérieur²⁹. En effet, des centaines de volontaires, parmi lesquels un grand nombre de femmes³⁰, s'activent dans les réseaux d'entraide chapeautés par *Ayuda Suiza*. On nommera pour mémoire et sans souci d'exhaustivité l'*Association des Amis de l'Espagne républicaine*, la *Centrale Sanitaire Suisse*, la *Fédération Suisse des Samaritains Ouvriers*, l'*Œuvre suisse d'entraide ouvrière*, l'*Arbeitszirkel der Zürcher Frauen für die Opfer in Spanien*, le *Comitato Femminile della Scuola Libera Italiana de Zurich*, la *Communauté de travail pour les enfants*, etc. Les milieux culturels ne sont pas non plus en reste³¹.

La victoire de Franco modifie bien évidemment les données du problème. La guerre d'Espagne cesse d'être un enjeu immédiat, bien que ses conséquences politiques marquent encore la société suisse (critiques de la reconnaissance *de jure* du régime franquiste, condamnations des volontaires, refus de l'accueil des réfugiés). Dans les mois qui suivent, tous les regards se tournent vers l'Est.

Les études parues en Suisse au cours des années de guerre ne s'intéressent qu'indirectement au conflit espagnol. On distinguera d'abord les publications juridiques et sur le commerce extérieur, qui apportent essentiellement des informations techniques, ensuite les travaux concernant la politique étrangère de la Suisse, qui visent clairement à justifier les orientations du chef du Département politique fédéral.

Les investigations relatives au droit et au commerce extérieur font l'objet de plusieurs thèses de doctorat. Dans le domaine juridique, Eduard Schrämli étudie la question de l'engagement militaire des citoyens suisses à l'étranger. Le dernier chapitre de son travail analyse les fondements légaux des poursuites et des sanctions engagées contre les volontaires de la guerre d'Espagne³². En revanche, les travaux de Hans Aepli, Otto Baumgartner, Doris Karmin et Curt Vannini, qui portent sur le commerce extérieur de la Suisse dans l'entre-deux-guerres, ne disent pratiquement rien

29 Daniel Haener: «Aspekte der Beziehungen zwischen Spanien und der Schweiz während des Spanischen Bürgerkriegs», contribution non publiée présentée au colloque: *Hommage an die Schweizer Spanienkämpfer*, Zurich, 23 avril 1994; B. Studer: *Un parti...*, op. cit., p. 485.

30 On trouvera un témoignage intéressant sur la contribution spécifique des femmes suisses à l'effort de solidarité dans le périodique *Aufstieg* de septembre 1938. Concernant la solidarité internationale des organisations féministes, on pourra consulter la résolution de la *Women's International League for Peace and Freedom* concernant la Guerre d'Espagne.

31 Guido Magnaguagno: «Ein Jahrzehnt im Widerspruch», in *Dreissiger Jahre Schweiz. Ein Jahrzehnt im Widerspruch*, Zurich, 1981, pp. 58–62; Robert Kuster: *Hans Mühlestein...*, op. cit., pp. 35–59.

32 Eduard Schrämli: *Unerlaubter...*, op. cit., pp. 117–127.

de l'Espagne, partenaire de second rang³³. On y découvre cependant quelques informations sur l'impact de la guerre civile sur les échanges hispano-suisse³⁴.

Les deux ouvrages de J. R. von Salis et de A. de Mestral, parus en 1941 et consacrés à Giuseppe Motta, s'insèrent encore pleinement dans la logique des décisions gouvernementales des années précédentes. Quand ils ne sombrent pas dans l'hagiographie, ils défendent les principales options de Motta, ceci d'autant plus que leurs auteurs ont occupé des postes de responsabilité au moment des faits rapportés. Le ton est clairement *philofranquiste*. J. R. von Salis dédie ainsi quatre pages à la crise espagnole. Son témoignage sur le sort réservé aux ressortissants suisses dans le camp républicain se passe de commentaires: «(...) mehrere von ihnen waren willkürlich verhaftet, zwei getötet worden, manchen wurden ihre Häuser geplündert und ihre Automobile gestohlen oder ihr Eigentum konfisziert. Fabriken, die Schweizern gehörten, wurden sozialisiert»³⁵. Le livre d'A. de Mestral contient aussi quelques pages sur la guerre d'Espagne: il y évoque les «pertes subies par nos compatriotes en raison des mesures de confiscation et de socialisation de toute nature, ainsi que des actes de pillage dans la zone rouge»³⁶.

Comment expliquer qu'un «événement traumatisme»³⁷ d'une telle importance ait donné lieu à un refoulement presque complet au cours des deux premières décennies d'après-guerre? C'est la question que nous allons tenter maintenant d'instruire, avant de nous efforcer d'y apporter quelques éléments de réponse.

2. Le refoulement

De l'après-Deuxième Guerre mondiale à la fin des années soixante, l'historiographie helvétique reste pratiquement muette quant à l'impact politique et social de la guerre d'Espagne en Suisse. Les quelques titres signalés relèvent de l'histoire immédiate et se concentrent au tout début de la

33 Hans Aeppli: *Die Schweizerische Aussenhandelspolitik von der Abwertung des Schweizerfrankens bis zum Kriegsbeginn*, Berne, 1944; O. Baumgartner: *Die Schweizerische Aussenhandelspolitik von 1930 bis 1936*, Zurich, 1943; D. Karmin: *La politique commerciale suisse de 1932 à 1939. Contingents et accords de clearing*, Genève, 1943; C. Vannini: *Der Zwischenstaatliche Clearingverkehr der Schweiz in den Jahren 1931–1939*, Affoltern am Albis, 1943.

34 La très nette diminution des exportations agricoles de l'Espagne profite ainsi indirectement aux échanges italo-suisse, D. Karmin: *La politique commerciale suisse...*, op. cit., pp. 189–190. Dans un registre plus politique, C. Vannini mentionne les prises de contact commerciales avec le gouvernement de Burgos (C. Vannini: *Der Zwischenstaatliche...*, op. cit., p. 21).

35 J. R. von Salis: *Giuseppe Motta. Dreissig Jahre eidgenössische Politik*, Zurich, 1941, p. 438.

36 A. de Mestral: *Le Président Motta*, Lausanne, Genève, 1941, p. 215.

37 Nous reprenons l'expression à Emile Témime: *La guerre d'Espagne, un événement traumatisme*, Bruxelles, 1996.

période. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le point de vue est encore celui des années trente, avant tout celui des milieux officiels, avec quelques aménagements de circonstance. En 1946, cette crispation sur les positions adoptées par la Suisse lors du conflit espagnol est nettement perceptible dans l'article que consacre le Professeur Pfenninger à la situation juridique des volontaires suisses³⁸. L'année suivante, C. Gorgé dans son histoire de la neutralité helvétique, réserve sept pages aux relations hispano-suisse de 1936 à 1939. Le ton est identique à l'égard de «l'Espagne rouge», même si l'auteur concède du bout des lèvres que le Conseil fédéral s'est «un peu hâté» de reconnaître le gouvernement de Franco³⁹. Nous sommes en 1947 et le contexte international a changé. L'Espagne est isolée diplomatiquement. Quant à la Suisse, c'est maintenant dans l'Europe des vainqueurs qu'elle doit s'intégrer. En dehors des souvenirs du genre de Franco, Ramón Serrano Suñer, traduits et publiés en français et en allemand, à Genève et à Zurich, en 1947 et 1948, en même temps que les mémoires du représentant de la Croix-Rouge, Marcel Junod, qui consacre un chapitre aux affaires espagnoles, le silence est de rigueur⁴⁰. En 1948, l'ouvrage de K. Weber sur l'attitude de la presse helvétique face à la montée des tensions internationales, de 1933 à 1945, ne souffle mot des affaires d'Espagne⁴¹. Le refoulement ne fait que commencer. Il sera presque total au cours des années cinquante et soixante, à peine troublé par quelques rares productions issues de cercles militaires.

Le thème de la guerre d'Espagne n'apparaît qu'épisodiquement dans les années cinquante et le début des années soixante dans des publications proches de l'armée. On examine ici les enseignements tactiques et stratégiques de la guerre civile espagnole dans le prolongement de l'intérêt témoigné à ce sujet par les milieux militaires des années trente⁴². Circons-

38 Hans Felix Pfenninger: «Die Bekämpfung der Spanienfahrerei. Ein Neutralitätskonflikt zwischen den beiden Weltkriegen», *Schweizerische Zeitschrift für Strafrecht*, N° 61, 1946, pp. 55–81.

39 Camille Gorgé: *La neutralité helvétique: son évolution politique et juridique des origines à la seconde guerre mondiale*, Zurich, 1947, pp. 437–443. Cet ouvrage est préfacé par Philipp Etter.

40 Ramón Serrano Suñer: *Zwischen Hendaye und Gibraltar. Feststellungen und Betrachtungen über unsere Politik während zweier Kriege*, Zurich, 1948; Marcel Junod: *Le troisième combattant. De l'ypérite en Abyssinie à la bombe atomique d'Hiroshima*, Lausanne, 1947. Dans le registre des souvenirs de voyage, il faut encore mentionner, dans leur ordre de parution, Urs Schwarz: *Im Spanien Francos 1936–1937*, Zurich, 1938; Hélène Turian: *De Palamos à Uceda*, Genève, 1940; Jean Graven: *Images d'Espagne. D'un carnet de voyage, septembre 1938*, Montreux, 1942; René-D. Guenin: *Souvenirs d'Espagne. Impressions d'un séjour de six mois pendant la guerre civile 1936/1938 dans le sud espagnol, Barcelone, Valence*, Genève, 1952.

41 Karl Weber: *Die Schweiz im Nervenkrieg. Aufgabe und Haltung der Schweizer Presse in der Krisen- und Kriegszeit 1933–1945*, Berne, 1948.

42 H.-R. Kurz: «Der Spanische Bürgerkrieg. Ein Beitrag zu den Problemen des Vorgängerkriegs und Kriegslehren sowie zur Vorgeschichte des zweiten Weltkrieges», *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, 1957, pp. 880–894 et 1958, pp. 22–39 et Id.: «Vor 25 Jahren endete der spanische Bürgerkrieg», *Der Fourier*, N° 6, 1964; G. Vallespin: «Der Spanische Bürgerkrieg (1936–1939)», *Militärische Betrachtungen*, Hamburg-Blankenese, Generalstablehrgang, 1963.

critique à un noyau professionnel, limitée à des revues spécialisées, cette curiosité ne trouve pas de relais dans la production historiographique. Ainsi, le volume 2 de *L'histoire illustrée de la Suisse*, publié en 1960 par P. Dürrenmatt, parvient-il à traiter des années trente sur 42 pages en ne faisant qu'une très brève allusion générale de quelques lignes à la crise espagnole⁴³.

Si l'hypothèse du refoulement semble empiriquement vérifiée, comment peut-on tenter de l'expliquer? Nous y voyons quant à nous quatre raisons. Tout d'abord, la Suisse d'après-guerre se refuse obstinément à tout examen critique de son passé d'avant 1945, notamment de ses sympathies avérées pour les puissances fascistes d'avant-guerre. Elle en paye encore le prix aujourd'hui. Ensuite, la fin de l'isolement diplomatique de l'Espagne, la longévité surprenante du régime franquiste, de même que l'essor spectaculaire des relations économiques hispano-suisse des années cinquante et soixante, paraissent confirmer le bien-fondé des positions prises dans les années trente. A l'issue de cette période, les investisseurs suisses sont en effet parvenus à occuper vraisemblablement la première place en Espagne, devant leurs concurrents allemands et américains⁴⁴. A plusieurs reprises, le Conseil fédéral et les Chambres refusent ainsi de réhabiliter les brigadistes suisses condamnés. Par ailleurs, en matière de politique extérieure, le contexte de la guerre froide semble valider *a posteriori* le primat helvétique de *l'anti-soviétisme*. Enfin, l'affaiblissement du mouvement ouvrier, son intégration politique et culturelle au consensus helvétique, de même que la perte d'influence et l'isolement du Parti suisse du travail, sans parler de son profond discrédit après les événements de 1956 en Hongrie, rompent en partie la continuité d'un lien vivant avec les forces responsables de la solidarité avec le peuple espagnol, vingt ou trente ans auparavant. Cette situation va commencer à changer dès la fin des années soixante. Nous allons voir dans quelle mesure et pourquoi.

La première amorce d'un changement de perspective s'opère avec la parution en 1967 de l'étude d'Edgar Bonjour sur la neutralité Suisse. En 1946, le même auteur présentait en quelques lignes l'affaire espagnole comme un témoignage de l'incompréhension des principes de la neutralité par de larges couches de la population à la fin des années trente⁴⁵. L'ana-

43 Peter Dürrenmatt: *Histoire illustrée de la Suisse*, vol. 2: *La Suisse moderne*, Berne, 1960, p. 331.

44 F. Höpflinger: *L'Empire suisse*, Genève, 1978, p. 23.

45 «La guerre civile espagnole eut cela de significatif quant à la conception de la neutralité telle qu'elle avait cours dans de nombreux milieux du peuple suisse, qu'elle révéla que maintes couches de la population n'avaient point encore compris la situation de fait qui interdit à la Confédération neutre de prendre officiellement position dans les conflits d'autres Etats. Car il y eut de nombreux Suisses pour demander que le Conseil fédéral n'entretînt des rapports qu'avec la République espagnole, comme étant le seul gouvernement légitime de l'Espagne, et non pas avec le régime de Franco. Cette façon de voir se ressent encore de l'idéologie de la solidarité des peuples,

lyse était fortement réductrice. Vingt ans plus tard, il ne peut se contenter d'un point de vue aussi simplificateur. Il y revient donc plus longuement sur une trentaine de pages⁴⁶. Après deux décennies d'amnésie, l'historiographie nationale donne aux enjeux de ce conflit la place qu'ils méritent dans le développement de la politique suisse, sur le plan international, d'abord, mais aussi sur le plan intérieur. Pour la première fois, le point de vue officiel sur la politique de neutralité est défendu sans manichéisme excessif, avec des indications sur les prises de position contradictoires de la presse, sur les activités du mouvement de solidarité, sur l'attitude de la colonie suisse d'Espagne, sur les combattants volontaires, sur les mesures policières adoptées, ainsi que sur le refus d'accueillir des réfugiés à la fin du conflit. Notons que l'auteur ne fait pas non plus l'impasse sur les critiques adressées au Conseil fédéral, notamment par la gauche, mais aussi par de larges secteurs de l'opinion publique. Cependant, ces pages n'opèrent pas de tournant critique dans l'historiographie suisse de la guerre d'Espagne. Si l'auteur offre une image plus contrastée de la réalité que ses prédécesseurs, il reste descriptif et ne remet pas fondamentalement en cause les orientations de la politique fédérale. Par ailleurs, l'exemple de Bonjour reste totalement isolé. Ainsi, quatre ans plus tard, dans son étude sur la Suisse de l'entre-deux-guerres, R. Ruffieux passe rapidement sur l'impact de la guerre d'Espagne, à laquelle il ne dédie qu'un bref passage, centré sur l'attitude des milieux catholiques⁴⁷.

3. L'éveil de la curiosité

En 1975, P. Ehinger ne peut que constater la carence générale de travaux sur la guerre d'Espagne en Suisse. Ceci en dépit de la mort du vieux dictateur qui devrait susciter une nouvelle vague d'intérêt pour la question, ne serait-ce que pour éclairer la transition post-franquiste et permettre une meilleure connaissance des conditions de l'effondrement tragique de la Seconde République. Après K. Gasser, E. Ehinger est aussi l'un des premiers à tirer argument du nombre élevé de combattants suisses dans les Brigades internationales pour montrer combien la société civile helvétique

propre au dix-neuvième siècle. Les chefs de la politique étrangère de la Suisse ne se laissèrent toutefois pas détourner de leur ligne de conduite rigoureusement neutre par les sollicitations de ces courants politiques internes», Edgar Bonjour: *Histoire de la neutralité suisse. Trois siècles de politique extérieure fédérale*, Neuchâtel, 1949, p. 356.

46 Edgar Bonjour: *Geschichte...*, op. cit., pp. 203–230.

47 Roland Ruffieux: *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, 1974, pp. 348–351. Voir aussi Giorgio Campanini et al.: *Cattolici e guerra di Spagna: la battaglia democratica su «Popolo e Libertà» di Don Luigi Sturzo et Don Francesco Alberti, Atti del convegno «I cattolici ticinesi e la guerra di Spagna»*, Lugano, 28–29 novembre 1986, Associazione per la storia del movimento cattolico nel Ticino.

a été travaillée en profondeur par ces événements⁴⁸. En 1976, c'est au tour de Virgilio Gilardoni de s'indigner du manque d'intérêt des historiens de notre pays pour ce sujet, qu'il attribue notamment à une profonde méconnaissance de l'histoire du mouvement ouvrier des années trente⁴⁹. Vingt ans plus tard, l'attitude de la Suisse et des Suisses face à la guerre civile d'Espagne demeure un domaine particulièrement négligé de l'historiographie. Les études publiées durant ce laps de temps se résument à une petite dizaine d'articles et à quelques chapitres de livre⁵⁰.

De leur côté, les commémorations ont suscité des initiatives intéressantes, même si elles n'ont pas toujours fait l'objet de publications. En 1976, par exemple, la revue *Archivio Storico Ticinese* consacrait une livraison spéciale aux volontaires tessinois des Brigades internationales. Ce numéro était conçu comme un outil de travail, intégrant à la fois des articles de fond sur le contexte historique, des sources (correspondance et articles de journaux) et les notices biographiques de 60 volontaires tessinois⁵¹. En 1986, l'historien Pierre Du Bois organisait un colloque sur la Suisse et la guerre d'Espagne, dont les actes n'ont malheureusement pas été publiés. Parmi les contributions présentées, nous relèverons notamment celles de D. Bourgeois sur l'attitude de la bourgeoisie, de M. Cerruti sur les Brigadistes et de P. Jeanneret sur le PSS; ce dernier a d'ailleurs publié un article sur le sujet en 1988 dans la *Revue suisse d'histoire*⁵². Notons que ces anniversaires ont surtout favorisé la publications de souvenirs d'un grand intérêt. Nous allons y revenir. D'une manière générale, de tels moments d'évocation ont donné lieu à des travaux ponctuels sans déboucher sur des

48 Kurt Gasser: *Schweizer Freiwillige im Spanischen Bürgerkrieg*, Mémoire de licence, Zurich, 1971; Paul Ehinger: «Die Wahlen in Spanien von 1936 und der Bürgerkrieg von 1936–1939», *Revue suisse d'histoire*, 1975, pp. 284–330.

49 Virgilio Gilardoni: «I volontari ticinesi in difesa della Repubblica di Spagna», *Archivio Storico Ticinese*, N° 65–68, 1976, pp. 4–5.

50 R. Cosandey: «Cinéma politique...», op. cit., Antoine Fleury: «Enseignement de la guerre civile espagnole selon les observateurs militaires suisses», *Actes du Symposium 1983*, Lausanne, 1983; Pierre Jeanneret: «Le Parti Socialiste Suisse et la guerre d'Espagne», tiré à part de la *Revue suisse d'histoire*, 1988, pp. 267–275; Daniel Haener: «Mexikanische Luftabwehrkanonen für Republikspanien», in Walther Bernecker et Thomas Fischer (éds.): *Unheimliche Geschäfte. Schweizer Rüstungsexporte nach Lateinamerika im 20. Jahrhundert*, Zurich, 1991, pp. 219–225; Peter Huber: «Schweizer Spanienkämpfer in den Fängen des NKWD», *Revue suisse d'histoire*, N° 41, 1991, pp. 335–353; Peter Huber: «Exkursus 1: Der Überwachungsapparat der Komintern im Spanischen Bürgerkrieg», in Id.: *Stalins Schatten in der Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zurich, 1994, pp. 321–342; André Jaeggi: «La Suisse officielle face à la guerre d'Espagne», *Revue suisse d'histoire*, 1980, pp. 403–421; Peter Kamber: *Geschichte...*, op. cit.; Robert Kuster: *Hans Mühlestein...*, op. cit.; Isadora Rose-de-Viego, «La sauvegarde du patrimoine artistique espagnol 1936–1939», Musée de Genève, 1989, pp. 6–10; Brigitte Studer: *Un parti...*, op. cit.; Hervé de Weck: «Comment le journal *Le Jura* voit les républicains espagnols entre 1936 et 1939», *Actes de la Société Jurassienne d'Emulation*, N° 94, 1991, pp. 157–178.

51 Voir aussi Istituto Milanese per la Storia della Resistenza e del Movimento Operaio (éd.): *Lombardi e Ticinesi per la libertà di Spagna*, Milan, 1976.

52 Pierre Jeanneret: «Le parti socialiste suisse et la guerre d'Espagne», op. cit.

recherches soutenues. Cette constatation vaut pour la plupart des pays européens⁵³.

Pour clore le chapitre de la contribution des historiens professionnels, il ne faudrait pas oublier la publication, entre 1989 et 1994, des trois volumes des *Documents Diplomatiques Suisses* qui concernent la période 1934–1940. Ils recèlent en effet des informations extrêmement précieuses sur la perception officielle des événements espagnols.

Depuis 1968, si l'éveil de la curiosité historique paraît encore bien timide, la parution de témoignages touchant à la guerre d'Espagne – souvenirs, journaux personnels et correspondances – connaît un essor réjouissant. Cela ne doit pas surprendre: tout événement qui a provoqué la participation massive d'hommes et de femmes, qui a porté en lui les grandes oppositions de ce siècle suscite un grand nombre d'autobiographies⁵⁴. L'initiative de la publication revient le plus souvent à des associations, à des personnes, voire aux acteurs eux-mêmes, sans lien direct avec la recherche académique. Pour les protagonistes, écrivains de circonstance, la transmission de la mémoire est souvent identifiée à la poursuite d'un combat. Cette intense activité éditoriale s'explique sans doute aussi par un regain d'intérêt du public, de la jeunesse en particulier, pour le mouvement ouvrier. Nous avons identifié une vingtaine de travaux de ce type, d'intérêt certes inégal, mais qui constituent le principal apport de ces vingt-cinq dernières années à notre connaissance des répercussions de la guerre d'Espagne en Suisse.

Les récits de vie de militants constituent un premier type du genre. C'est le cas notamment des autobiographies de trois dirigeant du Parti communiste, Jules Humbert-Droz de La Chaux-de-Fonds, Karl Hofmaier et Max Wullschleger de Bâle (le premier et le dernier rejoindront ultérieurement le Parti socialiste), de trois socialistes de gauche, Regina Kaegi-Fuchsmann de Zurich, ainsi que Paul et Clara Thalmann de Bâle, dont les sympathies trotskistes sont connues, de même que de deux libertaires, Lucien Tronchet de Genève et André Bösiger du Jura⁵⁵. De ces témoignages privi-

53 Dans un mémoire présenté à l'Université de Florence, Iuri Beltranti parle du cinquantenaire comme d'une occasion manquée pour tous les pays européens, à part l'Angleterre et l'Allemagne; Iuri Beltranti: *Gli antifascisti italiani nella guerra civile di Spagna: bilancio della memorialistica*, Università degli Studi di Firenze, Facoltà di Lettere e Filosofia, 1994, pp. 29–38.

54 Il s'agit sans doute d'un trait commun à toutes les guerres civiles; voir à ce propos, Claudio Pavone: *Una guerra civile: saggio storico sulla moralità della Resistenza*, Turin, 1991, pp. 221–225.

55 Voir Jules Humbert-Droz: *Dix ans de lutte antifasciste, 1931–1941*, Neuchâtel, 1970, pp. 177–182; Paul et Clara Thalmann: *Combats pour la liberté. Moscou – Madrid – Paris*, Paris, 1983, pp. 125–234 (la première éd. allemande de 1974 n'est signée que par P. Thalmann; elle ne contient pas la 3^e partie sur la Deuxième Guerre mondiale; Paul Thalmann: *Wo die Freiheit sirbt. Stationen eines politischen Kampfes*, Olten, 1974, pp. 129–239); Lucien Tronchet: *Combats pour la dignité ouvrière*, Genève, 1979, pp. 114–118; André Bösiger: *Souvenirs d'un rebelle*, Saint-Imier, 1992,

légiés, on relèvera surtout les préoccupations essentiellement tactiques et partidaires des trois responsables communistes: difficultés de la politique de Front populaire et protection de l'organisation contre la répression; des luttes en Espagne et de leur répercussion en Suisse, il est relativement peu question. Libertaires et socialistes de gauche montrent plus d'intérêt pour la révolution espagnole et l'enthousiasme qu'elle suscite parmi les travailleurs, notamment les immigrés antifascistes italiens. Ils évoquent le départ des combattants, l'envie d'y aller, la nécessité pourtant d'organiser l'expédition d'armes et de machines, de nouer des relations entre coopératives helvétiques et collectifs de production catalans, de développer l'aide humanitaire et d'accueillir des orphelins. En marge de ce groupe, le sort des époux Thalmann est assez singulier, puisqu'ils partagent le sort des milices anarchistes dont ils épousent le combat, jusqu'à tomber dans les filets du Guépéou en Espagne, auquel ils échappent grâce à l'action énergique de quelques amis socialistes suisses. A l'occasion d'un «intermède helvétique» de deux mois, ils s'efforcent aussi de stimuler la solidarité politique et matérielle en multipliant les contacts dans tout le pays⁵⁶.

Les témoignages des anciens Brigadistes constituent la deuxième catégorie du genre autobiographique, à laquelle nous joindrons la publication de documents les concernant. Pour la Suisse, ils se révèlent d'autant plus nécessaires que ces volontaires ont encouru de sévères sanctions, qu'ils ont souffert d'un véritable ostracisme et n'ont à ce jour pas été amnistiés⁵⁷. Comme le note Hans Hutter, publier ces souvenirs c'est contribuer à la réhabilitation des Brigadistes par une meilleure compréhension de leur itinéraire⁵⁸. Ainsi, dès 1976, le quarantième anniversaire de la guerre d'Espagne est marqué par la parution de deux volumes essentiels, les recueils de documents de V. Gilardoni et H. Zschokke⁵⁹, pourvus d'introductions et d'appareils critiques consistants. Dix ans plus tard, sont édités coup sur coup les souvenirs de Joseph Marbacher, présentés par P. Jeanneret, le journal de guerre d'Albert Minnig, le recueil de témoignages présenté par

pp. 61–64; Karl Hofmaier: *Memoiren eines Schweizer Kommunisten 1917–1947*, Zurich, 1978, pp. 78–83; Max Wullschleger: *Vom Revoluzzer zum Regierungsrat. Zeuge einer bewegten Zeit*, Bâle, 1989, pp. 65–80; Regina Kaegi-Fuchsmann: *Das gute Herz genügt nicht. Mein Leben und meine Arbeit*, Zurich, 1968, pp. 133–139.

56 C'est à ce moment que Paul Thalmann rédige sous le nom d'emprunt de Franz Heller la petite brochure intitulée *Für die Arbeiter-Revolution in Spanien*, rééditée en 1976 par le Arbeitsgruppe für die Geschichte der Spanischen Revolution, Zurich.

57 A leur retour en Suisse, 506 présumés brigadistes font l'objet d'enquêtes pénales, tandis que 419 d'entre eux sont traduits devant les tribunaux. Les peines moyennes attribuées vont de 4 à 8 mois de prison (le double de la sanction généralement infligée pour les volontaires suisses engagés du côté de Franco; cf. Urs Rauber: op. cit.), avec exclusion de l'armée et privation de droits civiques pour plusieurs années (H. F. Pfenninger: «Die Bekämpfung...», op. cit., pp. 55–81).

58 Interview de Hans Hutter in *SonntagsZeitung*, 13 octobre 1996; Hans Hutter: *Spanien im Herzen. Ein Schweizer im spanischen Bürgerkrieg*, Zurich, 1996.

59 Helmut Zschokke: *Die Schweiz und der Spanische Bürgerkrieg*, Zurich, 1976.

H. Spiess ainsi que les mémoires d'Ernest Stauffer⁶⁰. Pour le soixantième anniversaire, vient de paraître la contribution de Hans Hutter, compagnon de route du parti socialiste, déjà évoqué, et l'on attend impatiemment celle de Charles-Ferdinand Vaucher⁶¹.

Ces différentes démarches individuelles constituent des pièces importantes qui sont venues combler partiellement les silences de l'historiographie universitaire. Le professeur W. Bernecker, qui a enseigné quelques années à l'Université de Berne, occupe bien sûr une place tout à fait à part, puisqu'il s'agit de l'un des meilleurs spécialistes allemands de la guerre d'Espagne. Mais il ne s'est pas intéressé particulièrement à la Suisse. Dans ces conditions, les mémoires de licence de ces vingt-cinq dernières années, bien que non publiés et difficilement accessibles, constituent encore le principal patrimoine de la recherche sur la révolution et la guerre d'Espagne en Suisse. Deux approches ont été jusqu'ici privilégiées, l'attitude des journaux et le destin des combattants volontaires.

L'analyse de la presse s'inscrit dans la lignée des études d'opinion, dont Roland Ruffieux relevait particulièrement l'intérêt⁶². La guerre civile d'Espagne, révélateur des oppositions confessionnelles et politiques, se prête particulièrement bien à ce type d'investigation. Sur ce point, on signalera tout d'abord quelques approches très générales sur l'entre-deux-guerres, relatives au Tessin (D. Nani)⁶³ et à la Romandie (A.-M. Walter-Coquoz)⁶⁴. Ces études ne traitent pas spécifiquement de la guerre d'Espagne. Elles ont par contre l'avantage de situer ce conflit dans le cadre plus global des commentaires proposés sur les événements européens par les journaux étudiés. Ensuite, il convient de relever les recherches plus ciblées portant sur un certain nombre de titres de la presse romande. C. Etique analyse ainsi les positions de la presse de droite. F. García, dans un mémoire de littérature espagnole rédigé dans cette langue, s'intéresse à trois journaux neuchâtelois qui couvrent un plus large éventail d'opinions. O. Pina ne prend en compte quant à elle que la vision du camp franquiste par le

60 Heiner Spiess: «...dass Friede und Glück Europas vom Sieg der spanischen Republik abhängt». *Schweizer im spanischen Bürgerkrieg*, Zurich, 1986; Joseph Marbacher: «Il y a cinquante ans, les Brigades Internationales en Espagne. Souvenirs d'un combattant suisse. Présenté par Pierre Jeaneret», *Les cahiers d'Histoire du Mouvement Ouvrier*, N° 3, 1986, pp. 36-44; Albert Minnig: *Diario di un volontario svizzero nella guerra di Spagna*, Lugano, 1986; Ernst Stauffer: *Spanienkämpfer. Erinnerungen eines Freiwilligen aus dem Spanischem Bürgerkrieg 1936-1938*, Bienne, 1986.

61 Charles-Ferdinand Vaucher: *Aus meiner linken Schublade. Mit Zwischentexten von Peter Kamber*, Zurich, à paraître.

62 Roland Ruffieux: *La Suisse...*, op. cit., pp. 348-351.

63 Daniela Nani: *L'opinione dei quotidiani ticinesi di fronte alla politica estera italiana tra l'incidente di Ual Ual e l'Anschluss dell'Austria (gennaio 1935-marzo 1938)*, Fribourg, 1975.

64 Anne-Marie Walter-Croquoz: *La presse suisse romande face à trois grands fascismes européens, 1922-1937: essai d'interprétation*, Fribourg, 1975.

Journal de Genève. Enfin, J. Turner focalise son intérêt sur la position de l'Eglise protestante genevoise face au conflit⁶⁵. En Suisse alémanique, J. Castellote propose d'analyser l'impact du conflit espagnol sur la Suisse en terme de guerre civile idéologique⁶⁶. Notons enfin, le mémoire de M. Gavira Brandt, défendu en langue espagnole à Madrid, sur la présentation par la *Neue Zürcher Zeitung* des rapport hispano-suisse pendant la guerre civile⁶⁷. Ce travail de mémoire a connu une suite et M. Gavira Brandt a récemment soutenu une thèse sur le thème de l'opinion suisse face à la guerre d'Espagne⁶⁸. En ce qui concerne les Brigadistes, on relèvera une recherche d'ensemble, pionnière et bien documentée de K. Gasser⁶⁹, suivie d'une étude sur la répression de H.-P. Onori⁷⁰. Concernant les volontaires tessinois, on peut se rapporter aux travaux de G. Lazzeri et de M. P. Lupi⁷¹. Enfin sur les Brigadistes romands, nous disposons du travail fouillé de A. Toro y Toro⁷²; ce chercheur devrait prochainement publier un ouvrage sur le sujet.

La politique étrangère des autorités et ses liens avec les intérêts économiques suisses n'ont fait l'objet que de deux études. Celle, déjà ancienne, de C. Wissmann⁷³ qui se concentre sur le début de la guerre civile et celle, plus récente, de D. Haener⁷⁴. La recherche de D. Haener constitue dans ce domaine un texte important tant par la qualité de l'analyse que par l'intérêt des sources mentionnées.

Enfin, abandonnant une perspective essentiellement helvétique, certains licenciés se sont intéressés aux collectivisations anarchistes – les tramways de Barcelone (W. Tauber)⁷⁵ ou le village aragonais de Cretas

65 Claude Etique: *Trois journaux romands de droite et la guerre d'Espagne*, Neuchâtel, 1978; Françoise García: «*La Sentinelle*», «*L'Impartial*» y «*L'Effort*», frente a la guerra civil española, Neuchâtel, 1991; Olimpia Pina: *L'image du «Franquisme» à travers le «Journal de Genève»*, Genève, 1983; John Turner: *Les protestants genevois et leur Eglise face à la guerre d'Espagne*, Genève, 1985.

66 José Castellote: *Der Ideologische Bürgerkrieg in der Schweiz, 1936–1939: Berichterstattung über den Spanischen Bürgerkrieg in fünf deutschschweizerischen Zeitungen*, Berne, 1990.

67 Martin Gavira Brandt: *Suiza ante la guerra civil española, a traves del «Neue Zürcher Zeitung»*, Madrid, 1984.

68 Martin Gavira Brandt: *La opinión Suiza y la guerra civil española*, thèse de doctorat, Université Complutense, Madrid, 1991.

69 Kurt Gasser: *Schweizer Freiwillige...*, op. cit.

70 Hans Peter Onori: *Schweizer Mitbeteiligte am Spanischen Bürgerkrieg aus der Sicht ihrer Prozesse*, Bâle, 1978.

71 Giorgio Lazzeri: *Il Ticino e la guerra di Spagna*, Fribourg, 1976; Maria Pia Lupi: *Le Tessin pendant la guerre civile espagnole: les contributions, les répercussions, 1936–1939*, Genève, 1976.

72 Antonio Toro y Toro: *La faute impardonnée des combattants romands de la guerre d'Espagne*, Lausanne, 1990.

73 Christian Wissmann: *Der Spanische Bürgerkrieg und die Schweiz. Einige Aspekte der schweizerischen Aussenpolitik dargestellt am Beispiel des ausbrechenden Bürgerkriegs*, Berne, 1976.

74 D. Haener: *Die Anerkennung...*, op. cit.

75 Walter Tauber: *Les tramways de Barcelone collectivisés pendant la Révolution espagnole (1936–1939)*, Genève, 1975.

(E. Simóni et R. Simóni)⁷⁶. Pour terminer cette énumération, citons le travail d'A. Utiger, consacré à la mise sur pied des Brigades internationales; il est de ceux qui ont maintenu depuis une vingtaine d'années un intérêt constant pour l'histoire de la guerre d'Espagne⁷⁷.

Eveil de la curiosité, disions-nous? Sans doute, même s'il paraît fort timide. Depuis le début des années septante, les réflexions des militants et les témoignages des acteurs ont contribué à susciter des mémoires d'étudiants dans les universités, tandis que les professionnels de l'histoire suisse sont demeurés en retrait. Comment expliquer que l'histoire nationale hésite toujours à s'ouvrir à ces questionnements, alors même qu'ils ont su capter l'attention des jeunes générations?

Une première série de raisons tient à la structure professionnelle de la discipline. Les chercheurs de métier sont plus fortement tributaires des silences de leurs prédécesseurs: les grands chantiers de l'histoire sont déjà ouverts et structurent fortement les principaux débats. Les nouveaux venus et les *outsiders* doivent au contraire tenter de contourner ces forteresses académiques pour sortir des sentiers battus.

Une seconde série de raisons tient aux débats historiques et stratégiques qui traversent d'importants secteurs du mouvement ouvrier et étudiant européen, dans la foulée de Mai 1968, du printemps de Prague, de l'automne chaud italien ou des grèves de masse qui marquent l'agonie du franquisme. En Suisse, les mobilisations des travailleurs espagnols contribuent fortement à l'éveil de la mémoire: drapeaux républicains et chants de la guerre civile animent les manifestations publiques d'alors. C'est le moment aussi où la seconde génération d'immigrés accède aux études secondaires et à l'université, amenant avec elle certaines préoccupations du pays d'origine. Notons que la victoire du front populaire au Chili, le coup d'Etat du général Pinochet et l'afflux de réfugiés de ce pays, après 1973, contribuent également à relancer la réflexion sur l'histoire de la guerre civile espagnole.

Aujourd'hui, il est grand temps que l'histoire fasse la critique de la période de refoulement et d'amnésie des années cinquante et soixante, qui a contribué à brouiller les repères les plus élémentaires de façon durable sur l'impact de la guerre d'Espagne en Suisse. Nous devons aussi nous efforcer de dépasser les travers d'une approche pointilliste, par trop rythmée par les dates commémoratives, sans projet d'ensemble, sans échanges organisés, sans débat, sans appropriation collective, et donc sans progrès cu-

76 Encarna et Renato Simóni: *Cretas la colectivización de un pueblo aragonés durante la guerra civil española, 1936-1937*, Saragosse, Centro de Estudios Bajoaragoneses, 1984.

77 Albert Utiger: *Die Internationalen Brigaden im Spanischen Bürgerkrieg 1936-1939*, Zurich, 1980.

mulatif, faute souvent de publication. Pour cela, il convient de se prononcer sur les principaux chantiers de la recherche à venir et de favoriser les entreprises collectives, de même qu'une large diffusion des résultats. Afin de ne pas nous cantonner dans des généralités, nous aimerions exposer ici très brièvement les quelques pistes de recherche qui nous paraissent essentielles⁷⁸:

- Analyse de l'importance de la crise espagnole sur la définition de la politique des autorités fédérales, dans les années 1936–1939, sur les plans intérieur et extérieur. Evaluation de l'importance et de la nature précise des intérêts économiques suisses en Espagne. Dans quelle mesure et par quels canaux influencent-ils directement la politique du Conseil fédéral. Dans cette perspective, l'attitude différenciée des cantons devrait aussi être prise en compte.
- Appréhension des mouvements profonds et contradictoires qui agitent la société civile par rapport aux événements espagnols: prises de position et argumentation des principales organisations politiques, syndicales et professionnelles; mouvements de solidarité et d'entraide diverses, de caractère officiel (CICR) ou spontané (associations réunies sous le chapeau de «Ayuda Suiza»); attitude des communautés religieuses, de la presse d'opinion, etc.
- Etablissement d'un dictionnaire biographique et d'une prosopographie des volontaires suisses en Espagne. Collation systématique d'informations sur leur statut social, politique, confessionnel et familial, sur leurs motivations, leurs expériences en Espagne, ainsi que sur les conséquences de leur engagement (décès, invalidité, condamnation, stigmatisation sociale, déclassement professionnel, etc.). Mise en relation avec les autres études du même type entreprises à l'étranger.

Cette rapide mise au point historiographique vise tout d'abord à encourager les études sur la guerre d'Espagne et la Suisse. L'essentiel reste à faire et les fonds d'archives pratiquement inexploités sont nombreux. Si cette contribution fournit au lecteur une première orientation bibliographique et suscite de nouveaux projets de recherche, elle aura rempli un premier but. Si elle favorise le développement de collaborations à l'échelle nationale et la mise en réseau d'entreprises isolées, elle aura joué un rôle plus important. Si, de surcroît, elle contribue à une réévaluation globale de l'impact de la guerre civile d'Espagne sur la Suisse, elle aura vraiment comblé nos attentes.

⁷⁸ Les points 2 et 3 font l'objet d'une recherche financée par le *Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique* (projet soumis par J. Batou, M. Cerutti, J.-C. Favez et A.-J. Rapin).